

T2137-415-5,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

rédaction
administration
145, rue Amélot
75011 paris
tel: 805 3408
ccp publico
1128915 paris

N° 415 JEUDI 22 OCTOBRE 1981 5,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

IL GROGNE MAIS

IL

NE

MORD

PAS !



Touret

LE POINT SUR LES SYNDICATS

L E socialisme n'est au pouvoir que depuis cinq mois et déjà le ton monte entre les grandes organisations syndicales et le gouvernement ! C'était inévitable ! Ce dont souffre les organisations syndicales face au gouvernement de gauche, c'est de leur propre politisation qui les place en déséquilibre et les empêche de trouver leurs marques entre les revendications des travailleurs et le soutien qu'ils apportent à leurs amis politiques. Lorsque la gauche est dans l'opposition, tout est facile et la revendication ouvrière devient l'élément populaire du programme électoral. Lorsque la gauche est majoritaire et qu'elle commence à moduler ses promesses dans le domaine économique, alors la situation se tend entre le pouvoir et les syndicats. En vérité, nous le voyons bien aujourd'hui, ces deux éléments, complémentaires dans l'opposition, ne parlent plus le même langage. Le gouvernement avance les problèmes politiques à partir de l'opinion que s'en font les notables du parti, les syndicats parlent économie à partir des sentiments que s'en font les salariés émoussés par la victoire commune.

Et il en fut ainsi chaque fois que la gauche parvint au pouvoir, excepté en 1936 où les travailleurs, en occupant les usines, forcèrent la main au gouvernement en place. Débordant leurs directions, fortement politisés et écartelés entre les courants qui se-

couaient la gauche au pouvoir, ils avaient d'instinct retrouvé la vraie nature du syndicalisme traditionnel de ce pays qui consiste, non pas à se désintéresser des événements politiques comme on a voulu nous le faire croire, mais à refuser de déterminer son attitude à partir d'un parti politique quel qu'il soit !

Et dans ce domaine, la grève des O.S. de chez Renault est exemplaire en ce sens qu'en dehors de tout intérêt politique, les travailleurs émigrés ont senti rapidement que la situation politique leur permettait d'engager la bataille dans des circonstances favorables et de la gagner ! Même si les trois grandes directions syndicales ont réagi mollement, elles ont été obligées de suivre pour de multiples raisons, dont la moins importante est que cette grève avait l'avantage de rappeler aux partis que la victoire du 10 mai n'était pas seulement une victoire politique, mais qu'elle devait avoir des retombées sociales qui justifieraient la part qu'y avaient prise les organisations syndicales !

Ce malaise qui vient de s'installer entre les organisations syndicales et le gouvernement a trouvé son exutoire dans l'accueil triomphal fait à l'un des leurs, le syndicaliste Walesa en voyage en France. Ils étaient tous là, les notables du syndicalisme français, à communiquer avec ce personnage étrange qui avait rassemblé des millions de travailleurs polonais et dont la

réussite faisait rêver ces dirigeants de troupes étriquées. Pourtant, chacun d'entre eux, en cherchant bien, y retrouvait « ses petits » : le syndicalisme de masse, le syndicalisme indépendant, le syndicalisme chrétien, le syndicalisme dans le cadre d'un Etat socialiste, le syndicalisme d'autogestion, le syndicalisme politisé par la bande, le syndicalisme pragmatique, et j'en passe; et tirant le Polonais à us et à dias, chacun, à travers lui, essayait de se donner bonne conscience. A vrai dire, on les comprend, ils en ont bien besoin.

suite page 8

Jeudi 12 novembre
supplément 4 pages :
L'ÉNERGIE

F.P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN - YZEURE
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE - CANNES
ARDECHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE
DOUBS : BESANCON
EURE : EVREUX
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIROUDE : BORDEAUX - CADILLAC
HERAULT : BEZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT - ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE - VALENCIENNES
OISE : CBEL - BEAUVAIS
ORNE : ARGENTAN
HAUTE GARONNE : GROUPE REGION TOULOUSAIN
HAUT-RHIN : MULHOUSE
RHONE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL
YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois.
EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura.
ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles.
OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Saint-Malo, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême
CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand.
SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban.
RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains.
CORSE : Ajaccio.
LA REUNION : liaison anarchiste.
GUADELOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES F.A.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Palette.
Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueueu.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.
Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (14^e), métro Boucicot, tous les jeudis de 19 à 20 heures.
Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.
Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.
Liaison Blois : permanences le jeudi, de 18 à 22 heures, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80.17.09).
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences le 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Persanquen, de 16 à 18 heures, au local de la Libre Pensée.
Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.
Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.
Groupe d'Angoulême : le samedi de 14 à 16 h, au 19, rue des Acacias, à Angoulême.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) — Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Une liaison libertaire est en formation à Saint-Quentin. Les sympathisants peuvent écrire au RI qui transmettront.

Appel aux libertaires des Antilles désireux de contacter la Liaison FA locale pour entreprendre l'organisation de l'anarchisme sur les îles. Si vous êtes intéressés, écrivez au RI qui transmettront.

Les libertaires du Lot intéressés par la diffusion des idées libertaires peuvent écrire au RI qui transmettront à la liaison FA du Lot qui reprend ses activités.

Le groupe de Bobigny-Drancy informe les libertaires de la région qu'il tient deux ventes du Monde libertaire : Fort d'Aubervilliers (métro), le mercredi soir de 17 à 18 h; Marché des 4 Routes de Drancy, le dimanche matin de 10 à 11 h 30.

Une liaison de la FA est en formation à Berck, dans le Pas-de-Calais. Les personnes intéressées peuvent la contacter en écrivant au RI qui transmettront.

Le groupe de Beauvais informe les lecteurs du ML qu'il tient une permanence les 1^{er} et 3^e samedis du mois de 14 h à 18 h, à la Maison de Quartier Saint-Jean. L'adresse du groupe est : APPA, BP 227, 60009 Beauvais Cédex.

Le groupe Ascaso-Durruti des transports Dubois maintient sa réunion pour le 30 octobre. Rendez-vous habituel. Ordre du jour : conditions de travail des chauffeurs et des manutentionnaires. La présence de tous est indispensable.

AUBENAS

Montage audiovisuel, suivi d'un débat Espagne 36, révolution autogestionnaire, à :

— Aubenas : 23 octobre, 20 h 30, à la mairie;
 — Privas : 26 octobre, 20 h 30, à la mairie;
 — Villeneuve-de-Berg : 27 octobre, 20 h 30, à la mairie.
 Avec la participation d'un camarade espagnol ayant vécu ces événements. Organisé par le groupe anarchiste d'Aubenas F.A. Entrée gratuite.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

* *

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

AFFICHES EN VENTE A PUBLICO

BANDEAUX	
Monde libertaire : Lisez le Monde libertaire	0,15 F
F.A. : Radio-Libertaire	0,20 F
AFFICHES :	
Groupe Malatesta : Autogestion	0,70 F
Groupe de Toulon : Radios libres	0,50 F
Groupe Fresnes-Antony : Autogestion	0,50 F
Groupe d'Angers : Abstention révolutionnaire, grève gestionnaire	0,60 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Le Pouvoir est tranquille	0,60 F
Groupe Jacob : Autogestion. Occupez-vous de vos affaires !	0,50 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Halte au flagage des enfants	0,50 F
Monde libertaire : Lisez le Monde libertaire (dessin)	0,50 F
En vente chaque jeudi + abonnement	0,45 F
Le Monde libertaire chaque jeudi	0,40 F
Groupe Fresnes-Antony : Les Anarchistes proposent	0,60 F
Danger nucléaire	0,60 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Armée, bureau du peuple	0,60 F
Groupe d'Argenteuil : Unité ouvrière	1 F
Monde libertaire (nouvelle adresse)	0,30 F
Groupe de Marseille : S'abstenir, c'est lutter	0,60 F
Les commandes sont faites le jour-même, sauf rupture de stock. N'oubliez pas les frais de port, 30% de la commande pour les affiches. Pas d'envoi au-dessous de 10 exemplaires. En vente sur place à Publico 2 F l'unité de une à dix affiches par type d'affiche.	
AUTOCOLLANTS	
Groupe d'Evreux : Lisez le Monde libertaire	3 F et 0,40 F
Groupe d'Evreux : A.R.	2 F et 1 F
Groupe Berneri : L'armée, ça tue	1,50 F et 1 F
Groupe du 11 ^e : Voter, c'est abdiquer	1 F et 0,30 F
Groupe de Toulon : Action directe	0,50 F et 0,25 F
Groupe Jacob : Autogestion	0,10 F et 0,10 F
Groupe de Brest : L'armée, bureau du peuple	4 F et 2,50 F
Groupe de Brest : Nucléaire	3 F et 2 F
Groupe de Montreuil : Que personne ne décide à notre place	1,50 F et 0,50 F
Groupe de Montreuil : Egalité des revenus	1 F et 0,40 F
Groupe d'Orsay : Lisez le Monde libertaire	0,30 F et 0,15 F
Groupe de Tours : (enveloppes)	11 F les 50 et 20 F les 100
Le premier prix indiqué est le prix à l'unité au dessous de 10 exemplaires. Le second au-dessus de 10 exemplaires.	

RÉGION TOULONNAISE

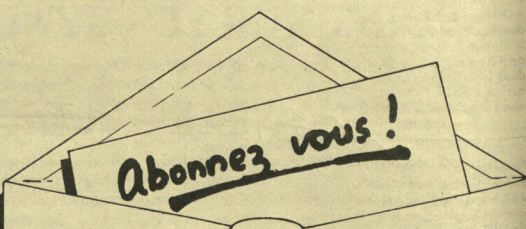
Le groupe Région toulonnaise organise le samedi 31 octobre à partir de 20 heures à la Salle Art et Culture (quartier Saint-Roch à Toulon), une soirée libertaire avec Richard Martin et La Méthode de Ferré, musique Leda Atomica et Meille chantant Vitton. Stands et buffet. Participation aux frais : 20 francs.

PARIS

Les prochains cours de formation des groupes Louise Michel et E. Varlin sont :
 — le mardi 27 octobre : Les principes de l'anarchisme;
 — le mardi 3 novembre : La société anarchiste, fédéralisme, autogestion et entraide.
 Ces cours ont lieu à 20 h au 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e, M^o Blanche.

Sommaire

PAGE 1 Le point sur les syndicats	PAGE 5 Déstabilisation en Allemagne
PAGE 2 Activités des groupes FA	Déstabilisation en Proche-Orient
PAGE 3 En bref Refus du nucléaire Pour la liberté des ondes Laïcité : religion d'Etat	Salaam-Shalom
PAGE 4 A Boulets Noirs Il était une fois... Des nouvelles du front	PAGE 6 Informations Internationales
	PAGE 7 Livres, spectacles, B.D.
	PAGE 8 Le point sur les syndicats (suite) Misère de la mendicité



Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration :
26 n°	95 F	110 F	150 F	3 rue Ternaux 75011 Paris
52 n°	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

PUBLICO

0,15 F
0,20 F

0,70 F
0,50 F
0,50 F
0,60 F
0,50 F
0,50 F
0,50 F
0,45 F
0,40 F
0,60 F
0,60 F
0,60 F
1 F
0,30 F
0,60 F

re de stock. Nou-
affiches. Pas d'en-
Publico 2 F l'unité

3 F et 0,40 F
2 F et 1 F
1,50 F et 1 F
1 F et 0,30 F
0,50 F et 0,25 F
0,10 F et 0,10 F
4 F et 2,50 F
3 F et 2 F
1,50 F et 0,50 F
1 F et 0,40 F
0,30 F et 0,15 F
50 et 20 F les 100
de 10 exemplaires.

PARIS

ns cours de for-
apes Louise Michel
nt :

octobre : *Les prin-
chisme*;

3 novembre : *La
iste, fédéralisme,
entraide*.

lieu à 20 h au
Planquette, Paris
ne.

Allemagne
Proche-Orient

nationales

B.D.

ndicats (suite)
cité

LIBERTAIRE

Administration :
aux 75011 Paris
Tél. 805.34.08

11 289 15 Paris

T

en bref...en bref...

Izok n° 4 vient de paraître. Au sommaire de ce numéro, il y a : un article/note de lecture sur l'histoire du mouvement anarchiste bulgare; deux textes sur les éditions et publications concernant l'anarchisme en Yougoslavie, dont un écrit par des camarades yougoslaves; un dossier sur l'anarchisme en Chine de 1949 à aujourd'hui qui concerne le mouvement traditionnel, l'utilisation du mot anarchisme par les journaux chinois et les tendances libertaires de l'opposition de ces treize dernières années; un article sur la liquidation du mouvement anarchiste hongrois de 1944 à 1948, et le résumé d'une notice nécrologique consacrée à Ferenc Szucs, anarchiste hongrois décédé en 1979 à Budapest; un texte du Bulgare Gueorgui Markov, le dissident bulgare assassiné par un parapluie truqué, qui montre jusqu'à quel point les bureaucrates peuvent pousser le mépris des gens. Pour des raisons financières et de difficultés pour s'informer, le numéro 5 sera ronéoté et contiendra essentiellement des analyses et non plus des informations.

Fin du programme de la fête d'Amnesty International :
Dimanche 25 octobre :
Rufus, au théâtre Jean-Vilar de Suresnes à 18 heures.
Caroline Mercade à la Gaîté-Montparnasse à 21 heures.
Guy Béart, à Bobino à 21 heures.
Una Ramos et Philippe Chatel, au Théâtre de l'Odéon à 21 heures.
Gidon et Elena Kremer.
Anne Queffelec, Birgit Fimmläe, Dag Achatz à la Salle Pleyel à 21 heures.
Etienne Chicot, Robert Charlebois et François Béranger à l'Olympia, à 21 h 30.
Lundi 26 octobre, à Nantes :
Robert Charlebois et F Béranger, au palais des sports de Beaulieu.
A Paris : le bouquet final réunira sous le nouveau chapiteau de l'Hippodrome de Paris, porte de Pantin, dans une réalisation de Patrice Chereau, un grand nombre d'artistes et de comédiens, entre autres : Serge Gainsbourg, Bernard Lavilliers, Anna Prucnal, Julien Clerc, Maxime le Forestier, Renaud, Guy Bedos, Julos Beaucarne, Djurdjura, Urban Sax, David Mac Neil, etc.

Le CIRA de Marseille organise, dans ses locaux, 5, rue des Convalescents, à Marseille, une exposition antimilitariste se déroulant du lundi 2 au samedi 14 novembre, de 15 h à 18 h 30. Débats, tables rondes sont prévus. Pour tout renseignement, leur écrire.

L'UPF tient son congrès annuel à Orléans-La Source, dans l'amphithéâtre de Droit « Besson », le dimanche 8 novembre à partir de 9 heures. Le samedi 7, dans la salle des Cannes, rue des Cannes à Orléans, se déroulera une partie spectacle.

Pannella poursuit toujours son mouvement de grève de la faim « pour que les gouvernements occidentaux garantissent la survie de 10% de ceux qui sont condamnés à mourir en 1982 ». Alors seulement, M. Pannella cessera sa grève. Comité de soutien à l'action de Marco Pannella : 72, rue du Château-d'eau, Paris 10°. Tél. : 523.44.44.

Le 23 octobre à 14 heures, R. Latapy comparaitra devant la cour d'appel de Limoges pour désertion au service civil. Une occasion à ne pas manquer pour les Limousins de manifester leur opposition à la militarisation, de droite comme de gauche.

Abonnez-vous

NUCLÉAIRE

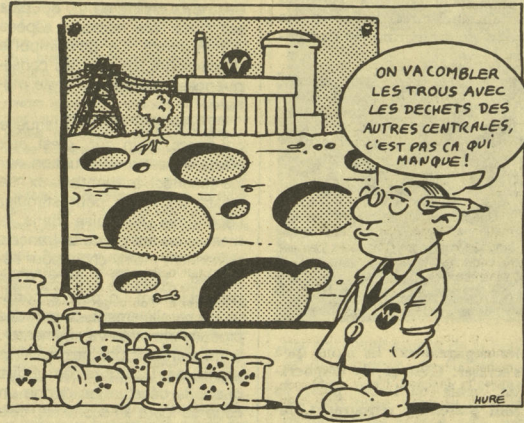
Refus du nucléaire à Golfech comme ailleurs

APRÈS la décision du gouvernement, entérinée par l'Assemblée nationale pour la construction de six centrales nucléaires, le choix des sites se fera après consultation des « élus »...

Les libertaires ne se situent pas par rapport aux discours

— Ensuite, nous considérons comme inadmissible en tant qu'antinucléaires le choix des sites par les élus car le choix était : le nucléaire ou son alternative : les énergies nouvelles.

A propos des élus..., une délégation du Lot-et-Garonne, comprenant M. le maire d'Agen, M.

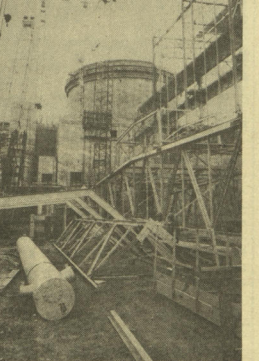


électorales (promesses non tenues), leur position de principe étant le refus de la délégation de pouvoir. Leurs seuls points de repère sont les faits et les actes des gouvernements qui se succèdent et qu'ils subissent. Les promesses électorales non tenues ne concernent que les électeurs et leurs députés élus.

En tant qu'opposants à la construction de la centrale nucléaire de Golfech, nous savons que les choix énergétiques, en l'occurrence celui du nucléaire, sont guidés par les demandes d'une économie de marché (profit, concurrence, compétitivité, etc.), même si certains refusent de l'ad-

Ricci, a été reçue le 2 octobre au ministère du Plan. Cette « délégation » était porteuse d'un message au nom d'un engagement personnel, mais aussi d'une prétendue « majorité » de la population pour défendre Golfech.

M. le maire d'Agen n'a pas été élu sur des critères pro ou antinucléaires... pas plus que les élus qui l'accompagnaient. Quant au choix de la population, rappelez qu'un seul référendum a été organisé — dans le Tarn-et-Garonne — et que la population locale avait rejeté le projet de la centrale à 83%. Sur Agen, jamais; mais il y a pire ! Il y a près d'un an, une association locale antinucléaire, SOS Golfech, s'appuyant sur une campagne de signatures, demanda au maire d'Agen (feu le docteur Esquirol) et à son équipe municipale, un débat avec EDF et les écologistes, débat qui aurait pu être suivi d'un référendum. La délégation de SOS Golfech fut reçue par le maire. Aucune suite ne fut donnée à cette démarche pourtant démocratique, malgré plusieurs centaines de signatures agenaises.



mettre d'une manière aussi catégorique.

La manœuvre gouvernementale relative au choix des sites appelle plusieurs remarques : — D'abord, il est clair aujourd'hui que le gouvernement s'est engagé à poursuivre le programme nucléaire, giscardien dans son ensemble. S'il y a une différence, elle est dans la forme, non sur le fond. Six centrales seront construites au lieu de neuf prévues antérieurement; mais les trois projets mis sur la touche ne sont pas remis en question : ils sont mis en veilleuse jusqu'en 1983. A ce moment-là, sous le prétexte de nouveaux « impératifs » économiques, on nous fera « accepter » la suite du programme inachevé.

Cette pratique montre bien que les élus, hier comme aujourd'hui, ne représentent qu'eux-mêmes. Et quand on nous parle de démocratie, nous voudrions bien savoir de laquelle il s'agit.

La manifestation du 4 octobre sur le site de Golfech prouve que les populations n'acceptent pas d'être déconsidérées, bafouées, et finalement niées.

Le groupe d'Agen de la Fédération anarchiste appelle aujourd'hui plus que jamais tous les antinucléaires et plus particulièrement tous les libertaires :

- à l'intensification de la résistance au programme nucléaire;
- à participer à la marche antinucléaire qui partira le 28 octobre à Golfech, pour arriver le 31 octobre à Toulouse où se situera le point fort de cette mobilisation.

Groupe libertaire d'Agen de la Fédération anarchiste

Pour la liberté des ondes

LES péripéties électorales ayant amené les socialistes au pouvoir, ceux-ci, pour se démarquer du gouvernement précédent et justifier leur volonté de changement, ont bien été obligés d'inscrire des promesses de libéralisation des ondes dans leur programme.

Mais des promesses aux réalités, il y a un abîme. Il est vrai que depuis le 10 mai, la partie de cache-cache est terminée, et le nouveau pouvoir prépare une loi sur les dérogations qui sera la plus restrictive possible. En attendant, la pratique du brouillage persiste, et déjà dans un encadré du ML n° 413, nous y avons fait allusion. Depuis, de nouvelles agressions ont été perpétrées par les services de brouillage. Le samedi 10 octobre, Radio-Libertaire a été brouillée de 12 h à 22 h, et malgré nos efforts, le brouillage a persisté (explication : tous les responsables étaient en week-end...). Lundi 12 octobre, même situation, mais là, grâce à vos appels téléphoniques massifs auprès des chefs de service dont nous vous avons communiqué les coordonnées, le brouillage a cessé au bout d'une demi-heure.

Est-il besoin de préciser que nous ne réclamons pas la liberté des ondes seulement pour Radio-Libertaire-Paris, mais pour toutes les radios-libres.

Il est insupportable d'émettre dans de pareilles conditions. Nous ne voulons plus être le jouet de la fantaisie gouvernementale (dérogation précaire et révoquant à tout instant, brouillage sans raison). Grâce à la collaboration et à la solidarité des auditeurs de Radio-Libertaire, nous avons pu exister jusqu'à ce jour. Mais nous ne pourrions continuer à vivre dans une situation aussi précaire. C'est pourquoi nous préparons d'autres moyens de résistance aux abus du pouvoir. Nous n'oublions pas qu'une des radios libres du PS s'est appelée Radio-Riposte.

Nous aussi, libertaires, préparons nos ripostes. Et cela, nous le ferons ensemble car Radio-Libertaire, c'est votre et notre radio.

L'équipe d'animation de Radio-Libertaire

RELIGION

Laïcité : religion d'Etat !

NOUS venons d'assister à la prestation peu glorieuse de la *Libre Pensée* à Tribune libre (FR3). Les trois quarts de l'émission ont été consacrés à un « parrainage » (pour ne pas dire un baptême) civil. N'en déplaise à nos camarades membres de cette organisation, le *Libre Pensée* ainsi présentée singe lamentable-

La *Libre Pensée* se veut le fer de lance de la laïcité, c'est-à-dire du respect des institutions républicaines et démocratiques.

Pour respecter ces institutions, il faut y croire.

Nous, anarchistes, ne croyons pas aux vertus d'une démocratie ou d'une république car ces deux termes sous-entendent le



gouvernement d'une minorité de nantis sur une majorité de dépossédés.

On plagie un des saints sacrements de l'Eglise par la glorification de la raison ! Mais cette « raison », où se trouve-t-elle ? En présentant l'enfant au maire, les parents consacrent la citoyenneté de leur descendance sous le noble alibi de désigner un parrain et une marraine en cas de besoin. Ils acceptent par là même les institutions étatiques.

Or, les liens entre l'Etat et les religions ne sont plus à démontrer. Sur ce sujet, Bakounine, S. Faure et d'autres encore ont écrit et prononcé des phrases admirables par leur justesse et leur véracité.

En guise de conclusion, nous ne citerons que cette phrase de Bakounine tirée de *Antithéologisme* : « N'est-ce pas une chose remarquable que cette similitude entre la théologie (science de l'Eglise) et la politique (science de l'Etat) que cette rencontre de deux ordres de pensées et de faits en apparence si contraires, dans une même conviction : celle de la nécessité de l'imposition de l'humaine liberté pour moraliser les hommes et pour les transformer, selon l'une en saints, selon l'autre en de vertueux citoyens. »

Liaison Bas-Rhin

A BOULETS NOIRS

Saint-Guedolce

Quand le PC ne choisit plus de jouer les terreurs, il redevient très travail-famille-patrie. Tout donne à penser que l'installation du camarade Sanguedolce et son nouveau statut de maire de Saint-Etienne dont il porte superbement le poids ne créent à ses yeux aucune ambiguïté. Pèlerin plutôt improvisé de l'ordre et de la foi, il devait se sentir un peu ridicule au milieu de ces fleurs de lis en recevant à travers le souvenir de Jeanne une certaine révélation de la France.

Les élus communistes sont au service de l'Etat. Ils portent les bagages du chevalier et du prêtre. Le drapeau rouge a perdu sa couleur. Ce n'est pas vers la pucelle qu'il doit reprendre sa route, mais vers chaque vent de fronde et d'anarchie qui souffle.

La prise en compte de la misère et de la peine des hommes par le Parti communiste est devenue familière. Mais l'histoire des conflits sociaux évoquée à travers la parole de ce parti est-elle authentique ? Rien n'est moins sûr.

CLEM.

Vol par correspondance

Bien qu'un homme heureux n'ait pas de chemise, c'est connu, à l'approche de la mauvaise saison, il faut tout de même songer à se couvrir un peu. Donc vous commandez quelques vêtements à une maison réputée de vente par correspondance. Dans un délai raisonnable, vous recevez vos nippes. Certes, il y a quelques menues différences, de coloris par exemple, entre vos liquettes et les photos des catalogues, mais vous passez l'éponge...

Vous remarquerez aussi, sans doute, que ces marchands de textiles n'ont pas tellement la fibre patriotique, car tous ces produits viennent de lointaines contrées extrême-orientales. Vous n'êtes pas chauvins non plus, mais ça ne vous empêche pas de penser aux compagnons qui bossent là-bas dans des conditions épouvantables et pour des salaires de misère. Et vous vous dites que, vu le rapport qualité/prix/salaires, il y en a qui, au passage, doivent se remplir les poches (lesquelles ne sont sûrement pas tissées à Calcutta).

C'est alors que vous découvrez une petite étiquette qui vous prévient aimablement : « Ce tissu étant tissé (sic), les imperfections de tissage et les nuances (re-sic) des coloris sont caractéristiques de ce tissu. »

Voici un message qui n'est pas du chinois, c'est clair : « Nous vous vendons de la camelote et si vous n'êtes pas heureux, allez donc vous rhabiller... »

A défaut d'être bien vêtu, le consommateur a toujours quelque chose dans le dos...

Un menu indigeste

Comme Séguy et Bergeron, monsieur Menu, président de la CGC, vient de se prononcer pour l'extension de l'usine de la Hague. « Dans cette technique, nous sommes les premiers », claironne-t-il tout fier. De plus, il préconise un passeport (carte d'irradiation internationale) pour les employés de la branche.

Rayonnant de bonté pour les travailleurs, ce Menu. Irradiés de tous les pays, unissez-vous ! Continuez à jouer avec les rayons de la mort lente, bouffez votre ration quotidienne de gamma et de bêta, M. Menu et ses amis

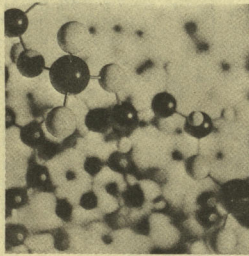
prendront soin de vous. Quand vous serez au bord de la leucémie, ils vous préviendront.

L'atome est un bon fromage pour les capitalistes privés ou d'Etat. Pas étonnant qu'il convienne au Menu de la CGC...

M. Duverger nous brise les noyaux

A propos de l'atome, un qui ramène sa fraise, c'est encore M. Duverger.

L'éminent professeur pourfend les antinucléaires, d'abord parce qu'ils sont minoritaires. Particu-



les négligeables ! Ils n'ont qu'à s'écraser. C'est ça, la démocratie, mais oui ! De plus, ils sont passés, rétrogrades, infantiles. Ils ont la « nostalgie des dinosaures. »

Tertio, les centrales atomiques sont le seul moyen d'arriver au socialisme véritable. Qui l'eût cru ? Préparons la révolution de l'électron, l'autogestion des neutrons !

En fait de révolution, c'est à la réaction qu'il nous conduit, M. Duverger, une réaction avec beaucoup de chaînes. Ne l'écoutez pas et prenons notre dinosaure en main !

S.B.

BACTÉRIOLOGIE

IL ÉTAIT UNE FOIS UNE ÉPIDÉMIE

À U début de la saison touristique, on a trouvé aux USA une « explication plausible » à cette mystérieuse maladie qui frappe l'Espagne depuis plusieurs mois, la soi-disant pneumonie atypique. Celle-ci devrait provenir d'une absorption d'huile d'olive frelatée. A lire les lignes qui suivent, cette affirmation semble plus que douteuse. En fait, il s'agit bien plus d'un « accident » survenu dans une base militaire américaine lors de la manipulation de bactéries destinées à la fabrication d'armes bactériologiques.

Dès la première victime, on a mis cette épidémie en rapport avec une explosion survenue dans un camp militaire américain proche. Mais en vue des préparatifs d'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, personne n'a osé développer un climat anti-américain. On s'est donc ingénié à tronquer l'information et ce jusqu'à nos jours, car au-delà des Pyrénées, des êtres continuent de mourir de cette épidémie.

Voilà les faits : début juin, le docteur Muro, responsable de l'hôpital royal de Madrid, donne une conférence de presse devant deux cents journalistes. Il déclare que l'épidémie n'a absolument rien à voir avec une pneumonie atypique, mais qu'il faut bien plus en chercher l'origine dans un virus échappé d'un laboratoire quelconque. Peu après cette déclaration, le docteur Muro est congédié. Il a eu l'audace de dire tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas : qu'il s'agissait en fait d'une substance bactériologique en provenance d'un laboratoire de recherches militaires américaines.

Bien des points consolident cette version :

— l'épidémie s'est déclarée dans la base militaire américaine de Torrejon de Ardoz près de Madrid;

— les autorités américaines refusent de donner toute indication sur les activités de cette base;



— l'ambassade américaine dément peu de temps après qu'il s'agit d'une subs-

tances destinées aux armes bactériologiques;

— plusieurs soldats américains, victimes de l'épidémie, ont été transportés sans tambour ni trompette à l'hôpital militaire de Wiesbaden (RFA) et depuis on est sans nouvelle de leur état de santé;

— la version qui soutenait le fait qu'il s'agissait d'un mélange d'huile de moteur d'avion et d'huile d'olive frelatée, mélange vendu par les marchands ambulants, provient d'un laboratoire de Philadelphie (USA).

Si tous ces faits devaient concorder, on ne comprendrait plus pourquoi l'épidémie est contagieuse, comment elle se développe et pourquoi elle touche toute l'Espagne et le Portugal, pays dans lesquels le commerce de l'huile d'olive n'est pas rattaché à un réseau international.

Comment se fait-il que l'huile d'olive frelatée réagisse sur les poumons et non sur l'appareil digestif et qu'en plus cette pneumonie s'associe à un virus ? Il y a quelques années, en Algérie, quand un mélange d'huile de moteur d'avion et d'huile de table a été commercialisé, les victimes mourraient des suites de spasmes musculaires violents et non de pneumonie. Pourquoi les victimes sont-elles toutes relativement jeunes (entre 8 et 40 ans) ?

Les autorités espagnoles ne répondent à aucune de ces questions. Mais beaucoup de gens ne croient plus à l'invention de l'huile frelatée.

Cet événement a défrayé la chronique des journaux pendant quelques jours au plus. Depuis, c'est le silence le plus complet. Et pourtant, des gens continuent de mourir, victimes de la démente des Etats obnubilés par leur volonté de domination, germe de toutes les guerres.

Martine

GUERRE ÉCONOMIQUE

Des nouvelles du front !

Le gouvernement vient de procéder à une dévaluation du Franc. Nous ne nous attarderons pas sur les responsabilités comparées des anciens tenants du pouvoir et des nouveaux maîtres : ce n'est pas notre problème et, qui plus est, cela n'a aucune espèce d'importance. Ce qu'il importe de connaître, ce sont les conséquences possibles de cette mesure.

La première chose à laquelle on pense, bien sûr, c'est aux effets de cette dévaluation sur les échanges internationaux. La baisse du Franc peut stimuler l'économie française dans la mesure où les produits français deviennent moins chers pour l'étranger. Mais la France n'est pas seulement un pays exportateur : parallèlement, le prix des produits importés va augmenter. Entre autres, le prix des matières premières. Ce qui revient à dire que si la dévaluation donne un coup de fouet à l'économie, cela n'est que passer. Au bout de quelques temps, on en revient au même point.

La seconde chose qui vient à l'esprit est qu'il s'agit d'un réajustement entre les réserves d'or dont dispose l'Etat et la masse monétaire en circulation. Seulement, ce réajustement est très relatif dans la mesure où l'or n'est plus la monnaie étalon internationale comme elle le fut avant 1971. Cela est dû en partie à la politique économique des Etats-Unis qui veulent redonner au dollar son statut de monnaie internationale; ce qui leur permettrait de contrôler l'économie mondiale : ce n'est pas un hasard si le prix du pétrole est indexé sur le dollar et non sur l'or !

Le véritable problème de fond est que l'inflation est le moteur de l'économie capitaliste. La spirale des prix et des salaires, vous connaissez ? Les prix augmentent : si l'on n'augmente pas les salaires en conséquence, le pouvoir d'achat de la population diminue. D'où troubles sociaux et baisse de la consommation, donc baisse de la demande et récession. D'autre part, si les salaires augmentent, on a également une augmentation des charges salariales, c'est-à-dire, dans le prix du produit fabriqué, une augmentation de la partie affectée aux salaires. Comme il est exclu que les capitalistes acceptent une baisse de leurs revenus, cette augmentation se répercute automatiquement sur les prix. Et la spirale continue. Il s'agit, dans le cadre d'une économie capitaliste de faire en sorte que cette spirale ne tourne pas trop vite. En effet, si dans un pays, on assiste pendant une période d'un an par exemple à une augmentation des prix et des salaires de 1%, les produits fabriqués dans celui-ci se vendront plus facilement (parce que moins chers) que ceux fabriqués par des pays où l'augmentation aura été de 15%.

L'astuce qui consiste à dévaluer l'unité monétaire de ce deuxième pays pour ramener sa production à un prix acceptable

sur le marché international, est donc parcellaire et ne change rien au problème. D'ailleurs, Delors et ses services ne s'y sont pas trompés : la dévaluation est une mesure secondaire et le problème central consiste à ralentir le taux d'inflation ou la vitesse de rotation de la spirale des prix et des salaires. C'est l'objectif des mesures d'accompagnement : blocage ou ralentissement de l'augmentation des prix et « modération » des salaires. Ce qui veut dire, entre autres, qu'il ne faut pas trop compter sur le gouvernement socialiste pour nous aider à obtenir des augmentations de salaire.

La question que l'on peut se poser est de savoir si le gouvernement socialiste fait mieux ou moins bien dans ce domaine qui est celui de la gestion du capitalisme que ses prédécesseurs. On serait tenté de répondre qu'il ne fait ni mieux ni pire.

L'inflation est le fondement du capitalisme, et ce n'est pas un Delors qui pourra y changer quoi que ce soit. Dans une économie capitaliste, il ne s'agit pas tant de ne pas avoir d'inflation que d'en avoir moins que les voisins. Et le fait que dans un pays elle soit plus forte que dans un autre s'explique par les structures économiques de ce pays : population, état de l'équipement technologique, existence ou non de matières premières, situation géographique, rapports de classes...

D'autre part, le capitalisme repose sur l'utopie de la croissance à l'infini. Aujourd'hui, nous savons ce qu'il en est de cette idée. La croissance est forcément limitée. Et dans la situation actuelle, plus la croissance est faible, plus le taux d'inflation est élevé, car seule l'ouverture de nouveaux marchés permet une augmentation de la part sociale dans les prix, sans que cela se traduise par une augmentation des prix eux-mêmes. La croissance des prix étant limitée, cela signifie que pour que l'économie d'un pays soit forte, il faut que les économies des autres pays soient faibles. C'est la loi de la jungle qui, plus que jamais, dresse les bourgeoisies internationales les unes contre les autres, par leurs Etats interposés.

Le gouvernement socialiste n'a pas plus de prise sur les lois qui régissent le capitalisme qu'en avaient ses prédécesseurs, et il ne suffit pas de prendre en main l'appareil d'Etat pour y changer quelque chose.

Aussi, si jamais quelqu'un vous demande à quoi peut servir un ministre de l'Economie, répondez-lui ceci : « L'économie capitaliste est une machine lancée à toute vitesse sur ses rails et qui n'a ni mécanicien, ni chauffeur. Ses accélérations et ses ralentissements sont en fonction des montées et des descentes qu'elle rencontre. Quant à eux, les ministres de l'Economie sont les contrôleurs qui vérifient si les passagers ont bien payé leur billet. »

Serge

(Groupe Deuil-Montmagny)

IQUE

les

international, est et ne change rien D'ailleurs, Delors ne s'y sont pas évaluation est une aire et le problème à ralentir le taux la vitesse de rospirale des prix et est l'objectif des accompagnement : plentissement de des prix et « mo- salaires. Ce qui e autres, qu'il ne compter sur le socialiste pour obtenir des aug- salaire.

que l'on peut se voir si le gouver- se fait mieux ou s ce domaine qui gestion du cas- prédecesseurs, de répondre qu'il x ni pire.

est le fondement et ce n'est pas pourra y changer t. Dans une éco- e, il ne s'agit pas avoir d'inflation moins que les fait que dans un s forte que dans que par les struc- es de ce pays : de l'équipement existence ou non emières, situation rapports de clas-

t, le capitalisme copie de la crois- Aujourd'hui, nous l est de cette sance est forcée Et dans la situa- plus la croissance s le taux d'infla- car seule l'ou- uveaux marchés gmentation de la ns les prix, sans luisse par une aug- prix eux-mêmes.

des prix étant l- gnifie que pour e d'un pays soit e les économies ys soient faibles. a jungle qui, plus resse les bour- onales les unes

ement socialiste prise sur les lois capitalisme qu'en prédecesseurs, et il de prendre en 'Etat pour y chan- pose.

mais quelqu'un à quoi peut ser- de l'Economie, ci : « L'économie une machine lan- sse sur ses rails écanicain, ni os accélérations sements sont en montées et des elle rencontre. Les ministres de nt les contrôleurs es passagers ont billet. »

Serge Guil-Montagny)

PACIFISME EN R.F.A.

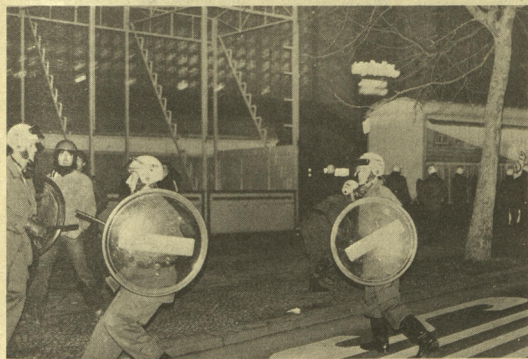
La déstabilisation en Allemagne fédérale

Du côté du gouvernement Schmidt

Par delà la conjoncture politique et au-delà de la critique évidente des orientations du gouvernement actuel, c'est bien la politique de Reagan et le renforcement des forces militaires de l'OTAN en Allemagne qui étaient remis en cause par l'impressionnante manifestation pacifiste qui a eu lieu à Bonn le 10 octobre. Et c'est un problème de fond qui se pose à Schmidt qui, plus encore que les gouvernements précédents, avait lié toujours plus étroitement le destin de l'Allemagne à celui des USA. Bien qu'il ait tenté de discréditer le mouvement en le qualifiant de « coup de poignard dans le dos du gouvernement », le chancelier ouest-allemand s'est retrouvé complètement isolé par le succès même de la manifestation et par l'attitude de son propre parti : près d'un quart des députés sociaux-démocrates ont approuvé la manifestation. Alors que Schmidt épouse étroitement la politique de Reagan vis-à-vis de l'URSS en espérant que la fermeté de son attitude créera de meilleures conditions pour une négociation ultérieure sur le contrôle des armements en Europe, Brandt, l'actuel président du SPD (Parti social-démocrate), cherche surtout à éviter de se couper des différents mouvements alternatifs afin de pouvoir compter sur leur appui électoral.

Les tentatives de récupération

Sans trop accorder d'importance à la tentative de récupération pourtant bien réelle du DKP (Parti communiste allemand), et sans revenir sur celle de Brandt, il est intéressant d'analyser le parti qui pourrait éventuellement tirer le CDU (chrétiens-démocrates) de la situation ainsi créée. Les divergences profondes, au sein même du SPD, sur les questions de défense, l'agitation croissante des Jeunes (Jeunesses socialistes), l'érosion subie par les sociaux-démocrates au fil des consultations électorales, la montée du mouvement pacifiste et écologiste dans



le pays créent un ensemble de circonstances qui convergent pour aggraver la situation déjà délicate du gouvernement. Et, bien qu'une rupture de l'alliance entre libéraux et sociaux-démocrates ne paraisse pas devoir se produire, l'importance de la contestation pacifiste pourrait favoriser la venue du CDU au pouvoir.

La part importante que les différents chrétiens ont prise à la manifestation est un autre élément inquiétant quant à l'éventuelle récupération de la contestation pacifiste. L'inauguration de la manifestation par un sermon religieux, célébré en commun par des organisations étudiantes protestantes et catholiques, en est une preuve. Plus généralement, l'importance de la référence chrétienne dans l'esprit même du pacifisme allemand, cet humanisme a-classique et son corollaire l'incroyable dépolitisation de la jeunesse allemande, sont l'un des signes les plus inquiétants de l'état d'esprit qui règne en Allemagne depuis la fin de la guerre.

Enfin, le virage électoraliste accusé ces dernières années par les mouvements écologistes est le dernier élément qui ferme le verrou du cercle vicieux de toutes les récupérations politiciennes.

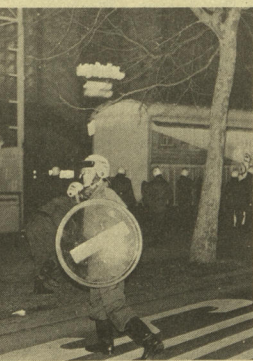
Une éventualité de rupture ?

Cependant, cette manifestation a mis en valeur un clivage bien plus profond au sein même de la société allemande. Ce fossé qui dépasse le cercle infernal de la dépolitisation-récupération pourrait bien être le plus sûr élément de rupture par la potentialité déstabilisante qui est en lui. Certes, ceux qui ont défilé à Bonn le 10 oc-

tobre ne représentent pas la majorité du pays. Mais l'importance même du mouvement montre qu'une fraction non négligeable de la jeunesse allemande ne comprend plus le langage figé des politiciens.

La cause la plus évidente de cette rupture réside dans le mauvais fonctionnement des institutions allemandes. Aujourd'hui, le parti majoritaire ne représente plus guère d'espoir. Le réformisme au pouvoir a, depuis longtemps, démontré son incapacité à résoudre les maux du capitalisme libéral. Il a même fait la preuve qu'il en était le plus sûr garant ! Mais un problème plus grave encore réside dans la conception même des institutions. Celles-ci se sont révélées incapables d'admettre la moindre critique en interprétant tout désaccord comme leur propre remise en cause, en appréhendant toute contestation comme déviance (interdictions professionnelles, criminalisation de l'opposition extra-parlementaire).

Mais l'autre élément de la déstabilisation de la société allemande est bien plus profond encore et trouve son origine dans l'histoire même du pays. Pour comprendre cette situation particulière à l'Allemagne, il est nécessaire de prendre conscience de l'importance des ravages tant moraux que matériels, dans lesquels la République de Weimar, le nazisme et la Seconde Guerre mondiale avaient laissé le pays. Il faut se rappeler l'écrasement des mouvements révolutionnaires (Commune de Berlin, République des conseils de Bavière) en 1918-19 par le social-démocrate Nosk avec la complicité directe des Etats français, anglais et américains, mais aussi et surtout l'incroyable œuvre de destruction à laquelle se sont livrés les nazis durant douze ans : liquidation de l'un des plus puissants mouvements ouvriers d'Europe et surtout de toute pensée autre que le fascisme. La défaite de 45 a parachevé cette œuvre pour ne plus laisser qu'un monceau de ruines tant physiques que mo-



rales, une population divisée en deux parties qui l'on a dressées l'une contre l'autre, un passé impossible à assumer et que l'on cherche désespérément à oublier, la perte de toute identité spirituelle et, pour finir, un territoire toujours occupé militairement par les forces alliées (aucun traité de paix n'a été signé depuis l'armistice du 8 mai 45).

La permanence et la puissance du mouvement pacifiste, qui a débuté en 1950, à l'annonce du réarmement, avec le mouvement des « Ohne mich » (les « Sans-moi ») s'expliquent non seulement comme expiation du militarisme de la période précédente, mais aussi comme seule référence philosophique possible à l'histoire allemande. Cette référence, allée à un rejet de toute philosophie politique et un fort sentiment religieux, a contribué à l'émergence d'un humanisme a-classique totalement dépolitisé.

Paradoxalement, c'est cette profonde dépolitisation de la jeunesse et la répression aveugle qui s'abat sur toute contestation qui vont provoquer une radicalisation extrême de toute prise de conscience lorsque celle-ci a lieu, et aujourd'hui, ce facteur lié à l'incapacité chronique des politiciens à saisir le malaise profond qui règne dans le pays (comme le montrent les misérables tentatives du DKP ou de la direction du SPD et les dénonciations de Schmidt) représente le plus sûr élément de rupture au sein de la société allemande.

Philippe (Groupe Kropotkine)

PROCHE-ORIENT

Déstabilisation au Proche-Orient

TOUT comme le roi Abdallah de Jordanie assassiné le 20 juillet 1951 à Jérusalem pour avoir voulu pactiser avec l'Etat d'Israël, Anouar el Sadate est mort sous les balles de ses propres soldats pour n'avoir pas voulu continuer dans l'engrenage guerrier de son prédécesseur. Renforcé

de la volonté du peuple de son pays.

Mais la mort de Sadate est importante pour d'autres motifs; on ne peut présumer de l'avenir, mais le processus de déstabilisation est amorcé. Le renouveau des intégristes musulmans dans ces pays, la haine des différentes communautés religieuses ou

de Téhéran. Faire de l'Egypte un lieu d'implantation américaine en territoire arabe permettrait à ceux-ci de contrebalancer l'influence des Soviétiques au Proche-Orient et d'avoir avec leur soutien inconditionnel à Israël un pied dans les deux camps.

La mort du nouveau Raïs risque de déjouer les plans de Reagan et consorts, car nul ne peut présumer des options que prendra de son successeur même s'il s'est engagé à poursuivre la politique de l'Egypte.

De plus, le retour des fanatiques religieux au pouvoir n'est pas à exclure, car il ne faut pas nier l'influence de ceu-ci dans tous les pays du Golfe persique et du Maghreb.

Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie sont tous menacés et la plupart de ces pays étant dirigés par un « homme providentiel », la disparition de celui-ci pose d'inextricables problèmes de succession. Alors, ne faisons pas de futurologie, mais une analyse lucide de la situation ne peut être qu'inquiétante. Seule une révolution pourrait changer les choses dans ce pays depuis toujours sous influence étrangère, encore faudrait-il qu'elle ne soit ni nationaliste, ni marxiste, mais adaptée au pays. Seuls les Palestiniens et les extrémistes musulmans peuvent voir d'un bon œil la disparition de l'équilibre précaire du Moyen-Orient, mais il est vrai que c'est encore les travailleurs qui feront les guerres pendant que leurs dirigeants, après les avoir arrêtées temporairement, iront chercher le Prix Nobel de la Paix.

BARRETTE (Groupe du Havre)



AFP

par son relatif succès de la guerre du Kippour, le successeur du Raïs avait essayé d'emmenner son pays dans la voie de la paix. Cela n'était pas, loin s'en faut, au goût de tout le monde. L'homme qui avait été pratiquement béatifié de son vivant par l'Occident, malgré sa personnalité, m'était, à moi anarchiste, fort peu sympathique car au-delà de la mise en scène de Camp David et de son discours à la Knesseth, il restait, tout comme Nasser, un despote, et le fait qu'il ait nommé pratiquement de son vivant son successeur, M. Moubarak, montre bien le peu de cas qu'il faisait

celle de Khadafi ne peuvent pas tout expliquer. Cette partie du monde, véritable poudrière où les grands s'affrontent par peuples interposés, est depuis toujours (Suez 56, etc.) un lieu stratégique de première importance dont le contrôle est vital pour les occidentaux. Le canal de Suez, même si l'apparition des pétroliers géants lui a enlevé de son importance, reste un lieu stratégique important, et cette enclave a depuis toujours déchaîné les passions. De plus, l'orientation pro-américaine de Sadate en faisait une cible toute désignée pour les faucons de Moscou, de Tripoli ou

PROCHE-ORIENT

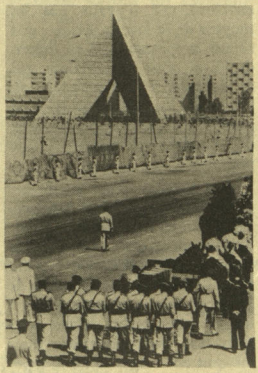
SALAAM — SHALOM !

LES deux mots qui constituent le titre de cet article signifient « la paix » en arabe et en hébreu, ainsi que personne (ou presque) ne l'ignore. Et c'est par l'un de ces deux mots que l'on s'accoste pour se dire « bonjour ». Le sens exact de « la paix soit sur vous » en arabe, Salaam Aleikoum, que les Français ont stupidement traduit par Salamalec, avec une connotation péjorative. Mais qu'il est difficile de passer du mot à l'acte !

Le meurtre d'Anouar el Sadate remet de nouveau en cause, au Proche-Orient, l'équilibre de la paix, équilibre relatif si l'on tient compte des morts quotidiennes au Liban et ailleurs... Les événements, leurs cours et leurs conséquences sont tellement connus de l'opinion publique qu'il est difficile d'apporter soit des informations, soit des commentaires qui aient un son neuf. Rappels malgré tout les principaux événements de ces dernières années :

- trois guerres entre Israël et les pays avoisinants;
- nationalisation du canal de Suez et l'intervention franco-anglaise;
- lutte permanente pour le contrôle de la production pétrolière dans toute la région;
- accords de Camp David qui, pour la première fois assuraient une frontière sûre et reconnue entre l'Egypte et Israël.

Ce dernier point est décisif : en effet, la frontière est matériellement tenue par les troupes US, donc inviolable, ce qui explique la présence à l'enterrement de Sadate des principaux leaders de l'Occident.



AFP

Il est courant de craindre l'apocalypse dans un tel contexte. Sans vouloir jouer les Nostradamus, il est peu vraisemblable d'imaginer qu'une guerre sortira de la disparition du raïs. Il lui sera sûrement trouvé un remplaçant qui continuera la même politique sur le plan extérieur. En effet, les Américains contrôlent la région et ne la lâcheront pas;

quant aux Russes, embourbés en Afghanistan et en Pologne, ils n'ont sûrement pas les moyens de s'ouvrir un troisième front militaire.

Et les populations dans toute cette cacophonie ? Elles font peu entendre leurs voix, si ce n'est pour surenchérir par le biais des extrémistes religieux. Pendant une longue période, il semblait vain de proposer à ces populations une solution de coexistence s'appuyant sur le projet fédéraliste libertaire. Mais la durée d'une génération complète vient de s'écouler depuis la fin des décolonisations. Et nous constatons que des individus, des groupes, n'ayant aucune relation « historique » avec le mouvement anarchiste classique, analysent avec perspicacité le phénomène de l'Etat et des classes qui lui sont liées, et retrouvent les principes de base qui sont la source du mouvement libertaire, à la fois sur le plan critique et le plan constructif. Il ne s'agit encore que de tentatives très isolées et très minoritaires. Mais il se peut que, dans un avenir pas très lointain de ces pays que l'on pensait voués à l'obscurantisme religieux, à la théocratie et au règne du parti unique prétendument socialiste, s'opère un processus réel de prise en main de leur destin par les populations elles-mêmes.

Yves PEYRAUT



informations internationales

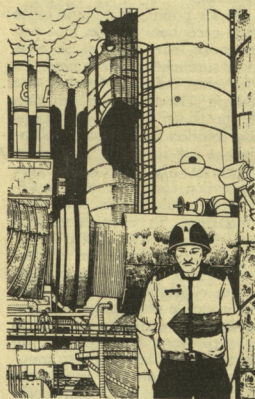


R.F.A.

HISTOIRE DE PLOMB

« C'est n'est pas une affaire d'extrême gravité, mais le cas est cependant préoccupant ». Voilà en quels termes le ministre du Travail du Land Rhénanie-Westphalie, M. Fartmann, présentait le 8 septembre 81, à Stolberg, près de Aachen, les résultats d'une enquête portant sur le rapport entre la présence de plomb dans les dents de lait et l'intelligence de 317 enfants nés à Stolberg entre 1968 et 1973. Ces résultats montrent, entre autres, que ces enfants sont plus distraits et moins habiles à percevoir et à observer; ils réagissent plus lentement et éprouvent des difficultés de concentration.

Le scandale écologiste de Stolberg a commencé au début des années 60. Un grand nombre de vaches mourraient dans les prés d'une maladie mystérieuse que l'on identifia par la suite : le saturnisme ou intoxication par le plomb. Ce n'est qu'en 1970 que les autorités fédérales ont ordonné une enquête pour fixer finalement en 1973 un certain nombre de mesures. Parmi celles-ci, il était ordonné à l'usine responsable d'équiper ses installations de filtres et les haldes provenant de l'extraction du plomb durant des centaines d'années ont été condamnées. Jusque là, elles servaient de terrain de jeux aux enfants et les résidus qui les composaient étaient répandus sur les



terrains de sport et les cours d'écoles.

Apparemment, l'efficacité de ces mesures a été plus que douteuse car des vaches continuaient de crever, car bien que l'accès des haldes ait été interdit, l'atmosphère était chargée de particules de plomb en suspension dans l'air. Par ailleurs, personne n'a vérifié si les filtres de l'usine

de plomb fonctionnaient correctement.

Là où l'on traite du plomb, on libère automatiquement dans l'atmosphère du cadmium. Le professeur Varhenholt, du ministère fédéral de l'Environnement, considère cette substance comme « très certainement la matière la plus dangereuse », et il conseille d'en interdire l'utilisation dans l'industrie. Alors que des médecins et des chimistes essaient, suite à toute une série d'études, d'abaisser le taux acceptable de cadmium dans l'atmosphère — le ministère de l'Environnement propose 20 microgrammes par mètre cube, les diététiciens descendent même jusqu'à 10 —, le même ministère a augmenté la dose admissible pour Stolberg de 25 à 50 microgrammes !

Voilà comment l'Etat prend des mesures préventives ! Il ordonne l'utilisation de filtres — qu'on ne surveille pas —, il installe des pancartes « défense d'entrer » qui ne peuvent rien contre le vent et, au travers de décrets officiels, il s'arrange pour que le taux de concentration de plomb reste toujours supérieur au taux admissible.

Pour en revenir à la diminution des facultés intellectuelles des enfants, celle-ci n'est pas une conséquence directe de la forte concentration de plomb, mais résulte de l'environnement social. La majorité des enfants chez lesquels le plomb est très concentré dans les dents de lait sont issus de familles ouvrières obligées d'habiter dans les proches environs car n'ayant pas les moyens de se loger ailleurs : une facette supplémentaire du mépris de l'Etat pour les individus qui se trouvent rejetés au profit de l'industrie. Le milieu naturel n'est plus qu'un immense fournisseur de matières premières et une poubelle.

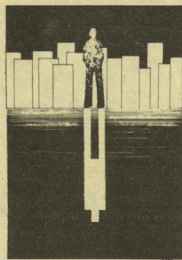
Les chances d'avenir de ces enfants sont fortement compromises, on en fera des êtres sous-évolués, mais cela a-t-il une importance puisque ce sont des enfants d'ouvriers ? Le scandale de Stolberg est un exemple vivant : les industries polluantes ne nous menacent pas seulement, mais mettent en danger le développement sain de nos enfants. Si nous ne tenons pas compte de ces signes alarmants, les enfants d'ouvriers seront non seulement défavorisés en fonction des structures sociales, mais à cause de la diminution de leurs facultés intellectuelles résultant de la pollution de l'environnement.

Martine

SUISSE HABITAT

À Genève, cinq quartiers comportent à présent des immeubles occupés : les Grottes, les Eaux-Vives, la Jonction, la Servette et Saint-Gervais où nous occupons la rue Argand au numéro 2. Dans tous les cas, ces maisons sont vouées soit à la démolition, soit à la rénovation lourde. En ce qui nous concerne, ici il y a eu, tout d'abord, un projet de démolition qu'un recours a empêché, puis maintenant un projet de rénovation lourde, avec changement de catégorie. Cela signifie que les appartements (3 et 4 pièces), dont les prix jusqu'au 30 avril allaient de 280 à 400 francs, deviendraient des habitats luxueux, avec des loyers trois fois plus élevés. Au rez-de-chaussée, des commerces seraient créés.

Depuis le Premier Mai, date d'expiration des baux, l'immeuble est occupé : d'une part par des anciens locataires qui ne trouvent pas d'appartements à des prix raisonnables, touchés par la crise du logement, et d'autre part par d'autres travailleurs et étudiants qui, ayant cherché désespérément depuis plusieurs mois un habitat, se sont décidés à rejoindre la lutte commencée dans la maison.



Nous ne sommes pas des profiteurs, mais nous tentons, par notre action, de garantir et conserver en ville des logements à loyers modérés afin que Genève, bientôt étouffée par les commerces, bureaux et sociétés anonymes, retrouve une vie dans chacun de ses quartiers.

Petit à petit, la population est repoussée dans la banlieue : notre ville est à nous et nous voulons y habiter. Petit à petit, la spéculation sur les terrains et les maquilles immobilières obligent le locataire à consacrer plus de 40% de son salaire à son loyer. C'est un scandale !

Nous refusons la conception capitaliste du logement comme marchandise, l'habitat est un droit fondamental devant être garanti pour chacun à des prix correspondant honnêtement à son revenu : mieux, un service public.

C'est sur tous ces points que nous luttons. Qui demande de grands appartements luxueux ? Ce n'est pas vous, ni moi, mais les investisseurs qui se les arrachent ! Il fait bon posséder un sept pièces à Genève, tout comme un chalet en Valais !

Mais les régies n'abandonnent pas leur os. Elles voient les immeubles de leurs locataires, puis attendent tranquillement, sans commencer leurs fameux travaux, que la crise s'envenime pour ensuite balancer sur le marché des appartements à des prix exorbitants. Mais il faut bien se loger et les locataires, chaque mois, mettent 300 ou 400 francs de plus pour leur loyer. Baladez-vous en ville et voyez tous ces immeubles vides depuis une année ou deux où les « rénovations » sont loin d'être commencées ! Et vous êtes toujours inscrits sur une liste de 3 kilomètres de long dans plusieurs régies...

Face à ce chantage, nous avons choisi d'occuper.

Des occupants de la rue Argand

mexique

Anenecuilco, le 8 août 81 — Durant la célébration du 102^e anniversaire de la naissance d'Emiliano Zapata, face à la tribune où parlait le secrétaire de la Réforme agraire, Gustavo Carvajal Moreno, de vieux paysans manifestaient en portant des écriteaux où l'on pouvait lire : « Assez de la répression dans les campagnes mexicaines » et « La police judiciaire de Morelos assassine ou fait disparaître dix compagnons », expliquant que la situation n'a pas été rendue publique.

Les paysans de la Colonie Alvaro Leonal (commencée en 1979 sur 2 202 hectares de terre), durant la manifestation, ont dénoncé le fait que ces dernières semaines : « La police de l'Etat a assassiné ou fait disparaître dix compagnons », expliquant que la situation n'a pas été rendue publique.

Mateo Zapata, représentant du « Mouvement Plan d'Ayala » (qui n'a rien de commun avec la Coordination nationale Plan d'Ayala) signala que le système politique mexicain est mauvais et n'a pas été capable d'apporter la justice dans les campagnes mexicaines. Il exposa le document envoyé au procureur général de la République, Oscar Flores Sanchez, dans lequel le chef de la police judiciaire de l'Etat, Luis Villareal Quiroga, est accusé d'avoir tué le paysan Marcial Martinez Solgado, et puis d'avoir accusé Mateo Zapata du crime. Le document affirme que la police a détenu arbitrairement quatre personnes « lesquelles sont toujours emprisonnées et torturées ».

Le gouvernement Armando Leon Bejarano assura que, dans son Etat, il n'existe pas de prisonniers politiques, ni de prisonniers pour conflits agricoles. Mateo Zapata révéla que la police, sans cause ni motif apparent, détient de nombreux paysans et exige 10 à 500 pesos pour leur libération. Tandis que les gouvernements des Etats provoquent les conflits dans les campagnes, utilisant la répression pour rompre la lutte des paysans qui depuis 1980 doivent aussi se défendre de la contre-offensive des petits propriétaires.

(D'après *Il seme anárchico*)



chine



Au printemps de 1981, une nouvelle vague de répression a frappé, en Chine populaire, les militants du mouvement démocratique — et en particulier les éditeurs des revues parallèles — qui étaient encore en liberté. Selon Amnesty International, aucun d'entre eux ne semble avoir été jugé, ni même formellement inculpé. Les appels faits en leur faveur par l'organisation humanitaire auprès du gouvernement chinois sont restés sans réponse, de même que ses appels en faveur de nombreux autres prisonniers : militants du mouvement démocratique emprisonnés en 1979, religieux, Tibétains, victimes non violentes de la campagne d'épuration qui a suivi l'élimination de la « bande des quatre ».

Malgré l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 80 d'un nouveau code pénal, il reste toujours possible d'envoyer quelqu'un sur un simple décision administrative dans un camp de rééducation par le travail.

Lorsqu'un procès a effectivement lieu, une campagne de dénigrement est souvent lancée par les autorités contre l'accusé qui semble donc présumé coupable, et les droits de la défense ne sont pas respectés.

Enfin, les conditions dans les prisons et dans les camps ne sont pas conformes aux règles établies par le droit international. La famille des détenus n'est parfois informée de leur sort qu'après un délai de plusieurs mois. L'isolement est pratiqué et diverses formes de mauvais traitements ont été signalées.

D'après Amnesty International, section française, Paris.

NOTE DE LECTURE

Marx et Sherlock Holmes d'Alexis Lecaye

C E roman policier où s'agitent Marx et Sherlock Holmes, dans les années 70, permet à son auteur, Alexis Lecaye, de dresser un portrait de Marx et de nous refléter en prime sa vision de l'histoire.

L'action conduit le lecteur à travers l'Angleterre, pays d'asile de nombreux révolutionnaires, à travers la France de la Commune. Le roman s'achève dans la campagne londonienne où Holmes échappe de peu à la mort, victime de la folie d'une fille adultérine de Marx, le fameux détective ayant été embauché pour assurer la protection de l'auteur du *Capital*. Sa vie étant menacée, au dire de ce dernier, par un dangereux anarchiste russe à la solde du tsar. Non, ce n'est quand même pas Bakounine, et là notons que ces accusations calomnieuses nous ramènent à la réalité historique. Il suffit de se rappeler les articles dénonçant Bakounine comme un espion russe publiés dans les années 68-69 dans *Le Réveil de Paris*, dans *Der Volkstaat* de Leipzig (1) dans *La Zukunft* de Berlin (2), dont les directeurs étaient, pure coïncidence sans doute, des amis de Marx (3).

Ce ne sont pas les péripéties en elles-mêmes qui peuvent rendre ce polar intéressant. Car en comparaison de l'intrigue du premier roman de Lecaye, *La Dissolution*, sombre histoire d'une série de meurtres à l'intérieur d'une cellule du PC, il serait méchant d'affirmer que ce polar n'égale pas le plus ringard des romans de Louise Michel, mais il y a des jours où il faut être méchant... Quant à la valeur documentaire : les coulisses du Conseil général de l'Internationale, Paris assiégé par les Versaillais, le lecteur en retiendra surtout que Marx était le « big chief » de l'Internationale, l'inspireur de la Commune.

Cette bonne réécriture de l'histoire ravit le cœur de tout marxiste, en particulier de la critique littéraire de *Révolution*, l'hebdo des intellos du PC (4), qui recommande ce polar pour ses qualités de reportage. Les quelques facéties que se permet Lecaye, faisant dire à Marx « Il vaut mieux sacrifier Engels dont l'œuvre est moins importante que la mienne », sont mises sur le compte de l'humour d'un auteur

qui a eu du mal à lire *Das Kapital* dans sa jeunesse.

Lecaye, au lieu de se fatiguer à écrire des discours imaginaires, aurait pu reproduire les propos suivants de Marx : « Les Français ont besoin d'être rossés, si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'Etat sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande » ou « Aujourd'hui, toute la french branch lève le camp pour Paris pour y commettre des sottises au nom de l'Internationale » (5). A ce sujet, le Marx des années 70 n'est pas différent des années 76. Au cours du conflit des Balkans où il prit le parti des Turcs, n'écrivait-il pas : « J'ai exercé une influence sur les parlementaires (anglais) des deux chambres qui auraient sauté de surprise s'ils avaient su que leur conseiller sur la crise d'Orient n'était autre que le docteur du terrorisme rouge, comme ils m'appellent » (6).

Les qualités de reportage ne sauvant pas ce polar, si l'on désire se plonger dans l'histoire de la Première Internationale, de la Commune, il est préférable de se reporter à la liste des livres ci-dessous et pour le suspense, aux dernières rééditions des aventures de Nestor Burma de Léo Malet.

Groupe Fresnes-Antony

- 1) « Oeuvres complètes de Bakounine », vol. II pages 116-117.
- 2) « L'Internationale » de Guillaume, vol. 1 page 210-211.
- 3) « La Guerre civile en France » de Marx, éd. de Pékin. Notes.
- 4) « Révolution » n° 77.
- 5) La Rue : « La Commune de Paris ».
- 6) *Gli anarchici nella rivoluzione bulgara*, de Balkanski, page 19. *Bientôt publié en français dans « La Collection anarchiste ».*

Livres à lire sur la Commune de Paris et la Première Internationale, en vente à Publico :

- « La Commune », de Louise Michel. 30 F.
- « Histoire de la Commune de 1871 », de Lissagaray. 27 F.
- « La Commune de Paris », La Rue, brochure. 10 F.
- « L'Internationale », de Guillaume. 115 F.
- « Les Oeuvres complètes de Bakounine », notamment tomes 2 et 3. 100 F chaque.

SÉLECTION



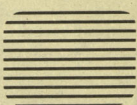
RADIO

France-Culture : le 22 oct. à 20 h : *Théâtre ouvert à Lille*. Des pièces nouvelles par des auteurs régionaux.

Le 24 oct. à 18 h : *J'avance en musique* ou *Gaston Miron, poète québécois*.

Du 26 au 30 oct. à 8 h : *Les chemins de la connaissance : A très bientôt, M. Orwell*. L'heure d'écoute est hélas très défavorable. Téléphoner à Radio-France pour demander une meilleure programmation.

Du 26 au 30 oct. à 22 h 30 : *Nuits magnétiques*. *L'argent*. Le rapport des hommes avec la monnaie.



TÉLÉVISION

— TFI : le 22 oct. à 20 h 30 : *Le Rembrandt de Verrières*. La retraite avec le sourire.

Le 23 oct. à 20 h 30 : *Feu Don Juan*. Le mythe du don juanisme à travers les temps.

Le 27 oct. à 15 h 50 : *Dossier : La relative réserve des consommatrices, sur l'impact de la publicité*. Avec la participation d'Anne Gaillard.

Le 27 oct. à 20 h 30 : série en trois épisodes : *Le double vie de Théophraste Conguet*, d'après Gaston Leroux. Excellente distribution d'acteurs. Musique de Kosma.

Le 28 oct. à 21 h 30 : *Et si le bal recommençait ?* Les besoins affectifs, les désirs s'arrêtent-ils à l'âge de la retraite ?

— A2 : le 23 oct. à 23 h : Ciné-club : *Macbeth*. Shakespeare + Orson Welles. Le 25 oct. à 17 h 05 : début d'une série : *Jean Chalusse, l'enfant sauvage*. En 1858, dans les landes, l'année de la construction du chemin de fer.

Le 28 oct. à 18 h : *Les carnets de l'aventure : Mont Mac Kinley en aile delta*. Pour les amateurs de très belles images.

— FR3 : le 22 oct. à 20 h 30 : *Le soupçon*, de Maselli. L'activité des services secrets de Mussolini.

Le 24 oct. à 20 h 30 : *Histoire contemporaine, d'Anatole France*. Redécouvrir un des plus grands prosateurs français.

Le 25 oct. à 21 h 40 : *Non, la Pologne n'est pas morte*. Pourquoi l'histoire de ce pays est-elle si tragique ?

Y.P.



Radio-Libertaire

Une voix sans maître

Tous les jours (sauf le dimanche) de 18 à 22 h, sur 89,5 MHz

• Le vendredi 23 octobre, notre invité sera un comédien « inconnu », Yves-Jacques Bouin.

Et pourtant... il se consacre au théâtre depuis plus de dix ans. D'abord à Tours, où il assura les cours du Centre Jean Vilar, quelques rôles; et puis à Paris où il est maintenant professeur dans un conservatoire municipal de banlieue.

Il nous parlera des stages théâtraux, de ses rencontres; il nous donnera une explication bien personnelle du théâtre; il nous dira si la vocation l'a projeté dans ce monde; bref, ce sera la vie d'un comédien qui a une passion : la poésie.

Qui veut entendre la voix de cet « inconnu » dont la démarche n'est pas habituelle dans cet art qu'est le théâtre, se branche sur la F.M., 89,5 MHz Paris, à partir de 18 heures, le vendredi 23 octobre !

• D'autres invités sont prévus à Radio-Libertaire. Entre autres, le vendredi 30 octobre, Françoise Travelet viendra nous parler de Ferré autour du livre qu'elle lui a consacré : *Dis donc, Ferré*.

• Le lundi 2 novembre, Marc Prévotel abordera un sujet plus préoccupant : le nucléaire.

• Maud et Merry nous parleront de la réinsertion des prostituées et de l'association qu'elles ont créée, Pallaques, le mercredi 4 novembre.

• Quant à Mystag, il démystifiera la « magie » en direct le lundi 9 novembre.

Et puis, vous retrouverez aussi nos rubriques : le mercredi, de 19 h à 19 h 45, le cinéma avec Pascal; le vendredi de 20 h à 21 h, l'espéranto avec Yves; chaque jour vers 20 h 30, le quart d'heure de musique classique et de jazz avec Jean ou Alain, et dans environ un mois une rubrique sur les pays de l'Est avec Vincent, chaque jeudi de 19 h à 20 h.

Radio-Libertaire a besoin de votre soutien ! Nous vous rappelons que vous pouvez vous procurer au 145, rue Amelot, Paris 11^e des cartes d'auditeurs valables 12 mois, vous donnant droit à une réduction sur l'entrée de certains spectacles. Elles coûtent 70 francs et sont indispensables pour notre financement. N'oubliez pas de vous munir d'une photo.

Pour l'équipe de Radio-Libertaire Nelly et Joceiyne

MÉDÉE

par la Comédie française

MÉDÉE, spectacle joué par une troupe de la Comédie française, est un spectacle étonnant à plus d'un titre.

De par le décor de la pièce, tout d'abord. A gauche, une batterie camouflée par des décorations métalliques. A droite, et occupant une grande partie de la scène, une immense construction rouge faite d'escaliers et de plates-formes où évoluent tour à tour divers acteurs.

D'autre part, le sujet tiré de la mythologie grecque et franchement féministe : une femme délaissée (Médée), répudiée en quelque sorte par son compagnon qui préfère épouser la fille d'un roi et qui compte reprendre leur fils afin d'assurer la pérennité de sa lignée, se défend. Médée préférera assas-

siner sa rivale et ses propres enfants, en utilisant ses dons de magicienne.

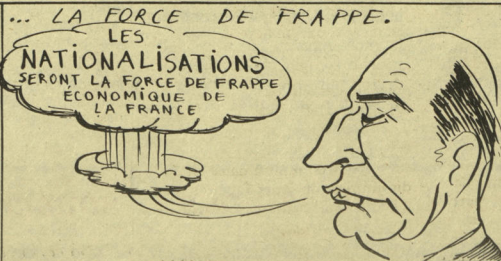
A plus d'un titre, ce spectacle est à voir par l'utilisation judicieuse du décor, par le jeu des comédiens, par le charme dégage par le chœur des femmes qui accompagnent de leur chant le déroulement de la tragédie.

Si, malgré tout, certains accents de tragédie classique sonnent assez faux, le texte et la mise en scène parviennent à faire passer sans ennui un genre, pour l'ensemble des spectateurs, assez inhabituel.

Médée d'Euripide. Mise en scène et texte français : Jean Gilbert, au Théâtre de l'Odéon, du 27 octobre au 19 janvier.

Colette

ÉCONOMIE



S'AGIT-IL SEULEMENT DE DISSUADER LES CHÔMEURS DE PRENDRE LE TRAVAIL, OU D'UTILISER RÉELLEMENT L'ARME TERRIFIANTE ?

SYNDICALISME

Le point sur les syndicats

suite de la page 1

Depuis la liquidation du Programme commun et peut-être avant, malgré les apparences, le couple syndicat/parti de gauche bat de l'aile. La CGT a, depuis sa colonisation par le Parti communiste, la vocation d'être le fer de lance d'un gouvernement de gauche. La CFDT s'est mise au travers du projet, et la défaite des communistes, le 10 mai, les a rejetés au second plan, non pas dans le pays, mais dans les allées du pouvoir, et cette situation inconfortable a exaspéré les oppositions à la direction de la centrale de la rue Lafayette. Bien sûr, on y avait connu l'opposition à sa majesté représentée par quelques socialistes à la commission exécutive qui était là pour faire de la figuration. Aujourd'hui, c'est plus sérieux car ces tensions se manifestent à partir d'une organisation syndicale amaigrie qui ne compte guère plus qu'un million cinq cent mille adhérents. Si, à l'occasion des circonstances exceptionnelles, son emprise reste forte sur les non-syndiqués, ses pertes au cours des élections syndicales sont réelles. C'est dans cette situation délicate que vient de se révéler à l'échelon de sa direction une autre opposition qui est le reflet de celle que connaît le Parti communiste : Séguéy s'en va sans que les raisons évoquées soient satisfaisantes. La politique de la centrale qui consistait à entretenir une agitation larvée dans les entreprises pour être en position de force au cas où la politique économique du gouvernement subirait un échec risque d'être remise en question par la contestation intérieure qui tend à rejeter sur son secrétariat « qui n'a pas appliqué les résolutions du dernier congrès » la responsabilité de la désunion au sein de la gauche.

Et cette situation inconfortable est encore aggravée par l'éclat provoqué par Edmond Maire. Celui-ci a fait « un coup », une colère de tête, dont le but est de couper l'herbe sous le pied de la CGT, de l'empêcher de se poser comme le recours, aussi peut-être pour faire oublier la part prise par des techniciens appartenant à son organisation syndicale dans les projets économiques du gouvernement. La CFDT, qui n'est pas vraiment une organisation syndicale classique, a besoin de faire oublier ses origines. On ne trouve ni à sa direction, ni dans ses troupes, ce réflexe un peu émotionnel de ce vieux syndicalisme français antimilitariste, anticlérical et révolutionnaire dont elle essaie de se donner l'apparence en préconisant l'autogestion, une autogestion envisagée dans le cadre même de la société capitaliste, ce qui coulerait l'idée d'auto-

gestion et qui a le goût de ces « bons sentiments » que les abbés de choc imprégnent à la JOC. Si Séguéy a fait une vraie colère devant l'éclat de son compère, c'est que comme Maire, il sent bien tout ce qu'il y a d'inconfortable dans une situation économique dominée par la crise que le gouvernement, pas plus que d'autres, est en état de résoudre et qu'entre ces deux organisations syndicales, c'est l'après-Mauroy que déjà ils se disputent.

A Force ouvrière, le problème est plus simple. Avec Bergeron, cette organisation a décidé de supprimer la moitié de ce qui constitue le syndicalisme. Chaque fois qu'il en a eu l'occasion, il ne manque pas de proclamer que « le gouvernement gouverne et que l'organisation syndicale est simplement là pour

ne mordent pas sur l'opinion, et pour exiger une transformation révolutionnaire de l'économie sous un gouvernement socialiste que la timidité maintient dans le cadre d'un système capitaliste.

En porte à faux, le mouvement syndical actuel, comme le bon roi Louis, en est réduit à aller toucher les écrouelles à la chapelle de l'Elysée. Les travailleurs le sentent, et un peu partout les réactions à la politique gouvernementale se font jour. Ce n'est pas l'os à ronger — l'aménagement du travail dans l'entreprise — qui lui masquera son véritable objectif : l'amélioration de ses conditions d'existence prise sur les profits de l'entreprise, la diminution de la journée de travail, la transformation des hiérar-



AFP

défendre les intérêts des salariés », supprimant allègrement d'un trait de plume toute l'histoire de notre mouvement ouvrier. Position « confortable » qui permet à FO de jouer la carte de la revendication immédiate qui est rentable (surtout lorsque les autres organisations sont empêtrées dans les allées du pouvoir), en proclamant, la main sur le cœur, ses bonnes intentions envers le gouvernement. Nous avons à faire, à FO, à une moitié de syndicalisme; sa moitié réformiste qui donne bonne conscience à un électoralisme politique craintif, mais qui naturellement amène les autres à parler de collaboration de classes comme Maire (encore lui) l'a fait à la radio, ce qui a provoqué, chez le secrétaire général de la centrale de l'Avenue du Maine, homme tranquille s'il en est, une sainte colère.

Colère de Maire, colère de Séguéy, colère de Bergeron. En vérité, le syndicalisme n'est pas fait pour revendiquer sous un gouvernement de gauche avec lequel ses militants responsables ont de multiples attaches.

Le mouvement syndical est fait pour le combat réformiste contre un gouvernement réactionnaire, car ses autres moyens

chies de salaires et de fonctions.

Les responsables syndicaux sont allés à la « messe » syndicale offerte par Walesa. Il serait peut-être bon que cet exemple d'ouvriers qui prétendent prendre en main leur destin les inspirent.

Les syndicats « officiels », placés dans le moule par un Etat quel qu'il soit, communiste, socialiste ou capitaliste, finissent toujours par devenir, souvent sans le vouloir, les alliés objectifs du pouvoir. « Tout n'est pas possible », proclamait en 1936 Thorez. C'est une chanson que l'on nous chantera encore aujourd'hui. Sous un gouvernement socialiste qui reste dans les structures du capital et face à des organisations syndicales emberlificotées dans la « grande » politique ou craintive devant la crise et n'osant pas prendre leurs responsabilités, il est urgent que les travailleurs de la base posent les problèmes à l'échelle de leur entreprise, il est urgent qu'ils le fassent alors qu'ils en ont encore les possibilités et avant que la trique ou les communistes viennent remettre de l'ordre dans ce couple contre nature du socialisme et du capitalisme.

Maurice JOYEUX

EDUCATION

MISÈRE DE LA MENDICITÉ

A l'heure où la classe ouvrière de ce pays commence à s'impatienter de la lenteur et du peu d'ampleur du changement à la mode socialiste, il peut sembler étrange de constater que cette prise de conscience du décalage entre la réalité et le discours du pouvoir est complètement inexistant chez certains mandarins vieillissant d'un gauchisme à bout de souffle. En fait, si l'on y réfléchit quelque peu, cette situation n'a rien de fondamentalement étonnant, les Paganini du verbiage révolutionnaire ont de tous temps terminé leur course folle dans le lit du premier pouvoir qui a su prêter une oreille discrète à leurs diatribes. N'empêche, la persistance des roucoulements de certains dans le concert actuel des revendications de toutes sortes a quelque chose de profondément pitoyable. Pour avoir eu 20 ans en 68, j'irais même jusqu'à dire que j'ai le cœur qui se serre en voyant ceux qui passent un instant pour les clovons parfois drôles d'un printemps trop bref sombrer dans la bouffonnerie.

Comme un grand nombre de Français, Gaby Cohn-Bendit, le grand frère de Daniel et le co-auteur du « gauchisme », a mordu à la maladie sénile du communisme », a mordu en mai dernier à l'hameçon de l'ambiguïté socialiste. Le 26 juin, dans une lettre ouverte au « camarade ministre de l'Éducation nationale », il est même allé jusqu'à proposer ses services pour mettre en œuvre, au niveau de son propre boulot, l'enseignement, le changement qui le souhaitait voir impulser par le gouvernement socialiste. Il existe en effet des « jeunes en rupture d'école » et « des enseignants qui ne supportent plus le système scolaire tel qu'il est », disait Gaby. « Pourquoi ne pas autoriser ces allergiques à toute forme d'autorité à inventer, à créer ensemble des conditions qui leur conviendraient bien mieux ? » Donnez-moi le feu vert, pardon, le feu rose, et je me charge de tout ou presque. Après tout, la gauche ce n'est pas la droite, et si ce n'est

ment aurait-il pu en être autrement ? Bref, tout était pour le mieux au royaume du grand espoir né en ce printemps 81. Un nouvel entretien vient cependant d'avoir lieu le 6 octobre au cabinet du ministre-camarade et quelques nuages sont apparus dans le ciel jusque là dégagé de l'espoir. Le ministre, courageux mais pas téméraire, estime « qu'une instruction complémentaire du dossier s'impose. » Entre autres, il convient de réfléchir au problème des locaux. La municipalité socialiste de Saint-Nazaire, ne se dit pas hostile au projet, mais refuse catégoriquement, dans l'immédiat tout au moins, d'apporter une contribution financière quelconque. En clair, le dialogue est actuellement en train de glisser de la « fraternelle compréhension » vers le marais de l'immobilisme bureaucratique. Un nouveau rendez-vous a été pris pour novembre et Cohn-Bendit et son équipe commencent à douter de la possibilité d'ouvrir « leur » école expérimentale en janvier.

Qu'ils se rassurent, en janvier ou plus tard, l'école expérimentale de Saint-Nazaire ouvrira. Le PS attache une grande importance aux symboles, surtout quand ils ne coûtent pas cher, et il n'a aucune raison de ne pas favoriser l'ouverture de cette école. D'une part, il pourra proclamer à qui veut l'entendre qu'il est ouvert au changement, fut-il le plus « radical », et d'autre part, il a tout à gagner à regrouper les emmerdeurs de l'Éducation nationale en un lieu unique qui deviendra très vite un ghetto. Le projet de Cohn-Bendit a donc toutes les chances d'aboutir. Mieux, il est vraisemblable que les mêmes auront la chance de pouvoir s'éclater au soleil d'une certaine liberté et qu'à terme l'école expérimentale de Saint-Nazaire deviendra une référence pour tous ceux qui, enseignants ou enseignés, sont mal à l'aise dans le carcan de l'Éducation nationale. Là n'est cependant pas l'essentiel.

Si l'on y regarde bien, le projet de Cohn-Bendit n'a, en effet, pas même l'envergure du réformisme le plus



pas encore l'imagination, ce pourrait au moins être la compréhension. Ah, mais !

Le projet de G. Cohn-Bendit et des dix-huit enseignants de la Loire-Atlantique qui se sont regroupés autour de lui n'est pas en soi sans intérêt. Il s'agit de rassembler, dans le cadre d'une école expérimentale des élèves de plus de 16 ans sortis de la période dite de scolarité obligatoire et qui se retrouvent éjectés de l'école traditionnelle, sans diplômes ni formation professionnelle, parce qu'ils sont fondamentalement inadaptés au système scolaire. A ces laissons pour compte de l'institution scolaire, l'équipe animée par Cohn-Bendit proposerait des horaires et des enseignements à la carte et une pédagogie anti-autoritaire. Les mêmes pourraient donc constituer librement des « groupes d'intérêt » et accéder au savoir sans passer sous les fourches de la discipline et de l'uniformisation. Une espèce de contrat pourrait être passé entre eux-mêmes et l'équipe éducative, afin de délimiter — faut être réaliste — les espaces non infinis de cette libération de l'école. Actuellement, une cinquantaine de gosses seraient intéressés par ce projet. Des parents, parmi lesquels on remarque Bernard Lambert, le leader bien connu des travailleurs-paysans, soutiennent également le projet.

Le 27 juillet dernier, suite à sa lettre ouverte, G. Cohn-Bendit a eu un entretien avec Alain Savary, le ministre de l'Éducation nationale, afin de lui exposer plus en détail les tenants et les aboutissants de son projet. Un entretien cordial, cela va sans dire, et à l'issue de cette prise de contact, le camarade Cohn-Bendit s'estimait on ne peut plus satisfait des propos tenus par le camarade ministre. Entre camarades, com-

plat. Changer le système scolaire et éducatif, même de manière minime, il n'en est pas question une seconde. Ce qui est demandé, c'est la « permission » de pouvoir aménager un petit coin de système. L'école de l'Etat, avec sa propension à enregistrer des différences pour les reproduire sous forme d'inégalités et son impérialisme culturel, Cohn-Bendit s'en accommode finalement fort bien, pour peu qu'on lui laisse la possibilité d'« expérimenter » dans son coin. Lamentable !

Au bout du compte, son projet ne relève ni plus ni moins que de la mendicité ! Fort du prestige qui s'attache à son nom, il agit sans pudeur sa sébile pour quémander l'aumône qui lui permettra de s'aménager un petit coin peinard dans le système. Rien à voir donc avec un quelconque réformisme ni avec la volonté de changer la vie ici et maintenant qui animé les écoles parallèles. Le réformisme a l'ambition de modifier même de manière superficielle l'ensemble du système. Cohn-Bendit n'a pas cette ambition. Les écoles parallèles refusent de s'intégrer dans une institution qu'elles dénoncent. Cohn-Bendit ne dénonce rien.

Alors, l'école expérimentale de St-Nazaire et l'équipe qui va se charger de la faire fonctionner, à brûler ? Ce serait dommage ! Cinquante mômes bénéficiant d'un peu de liberté, c'est toujours bon à prendre, mais de grâce, qu'on ne nous fasse pas prendre des vessies pour des lanternes. La liberté de l'enfant, comme la liberté en général, ça ne se demande pas poliment la casquette à la main... ça se prend.

Jean-Marc RAYNAUD

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez...